



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 2349

Texte de la question

PLAN DE RELANCE EUROPÉEN

M. le président. La parole est à M. Philippe Doucet, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Philippe Doucet. Monsieur le Premier ministre, chers collègues, la Commission européenne vient de présenter les grandes lignes de son plan d'investissement : 315 milliards d'euros pour relancer la croissance et l'emploi en Europe. Cette annonce constitue un tournant historique pour l'Europe. Derrière les chiffres et les mécanismes de ce plan d'investissement, il y a un message fort : les Européens reprennent les choses en main ! Nous nous donnons les moyens financiers d'agir, de transformer la société européenne, d'aller chercher l'emploi dans les secteurs les plus prometteurs de notre économie : le numérique, la transition énergétique, la recherche et le développement.

Contraints par la crise financière, nous avons réussi l'union bancaire, à laquelle personne ne croyait. Menacés par la déflation, nous avons vu la Banque centrale européenne prendre des positions qui auraient été inimaginables il y a encore quelques années, en intervenant massivement pour soutenir la monnaie unique. Aujourd'hui, l'Europe fait un pas de plus, un grand pas, pour retrouver le chemin d'une croissance durable, mais aussi – et c'est là, je le crois, l'essentiel – pour renouer le lien de la confiance avec les peuples de l'Union européenne, pour dire aux Européens : nous sommes conscients des attentes, nous sommes conscients des défis, nous agissons pour y répondre !

Comment ne pas voir, dans ces 315 milliards d'euros, la marque de l'action de la France depuis deux ans et demi ? Sous l'impulsion du Président de la République, François Hollande, notre pays n'a pas cessé d'appeler à une réorientation des choix économiques de l'Europe pour soutenir l'investissement et l'emploi. Si nous avons pu convaincre nos partenaires et créer les conditions de ce virage historique, c'est aussi grâce aux réformes soutenues par notre majorité et à la crédibilité retrouvée de la parole de la France, après une décennie marquée par les promesses non tenues.

M. Céleste Lett. N'importe quoi !

M. Philippe Doucet. Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous préciser les contours, le calendrier et les principaux chantiers visés par le plan d'investissement de la Commission ?

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, le plan qui vient d'être annoncé par M. Juncker au nom de la Commission européenne est une bonne nouvelle pour l'Europe et une bonne nouvelle pour la France. Ce plan d'investissement est bienvenu, car c'est d'investissements que l'Europe

et la France manquent aujourd'hui.

Le niveau des investissements publics et privés en Europe est aujourd'hui de 16 % inférieur à ce qu'il était en 2007, avant la crise. L'une des causes principales de la trop faible croissance que connaissent actuellement la zone euro et la France est précisément le défaut d'investissements. Il fallait donc, au niveau européen, un plan d'investissement à la mesure du problème. C'est désormais le cas : tant mieux !

La France, vous l'avez souligné, le demandait depuis de nombreux mois. Il arrive enfin et il n'y a aucune raison de bouder notre plaisir, d'autant plus que ce plan d'investissement est tourné vers les secteurs d'avenir, les secteurs qui nous semblent décisifs : les infrastructures de transport, le numérique, mais aussi le financement de la transition énergétique, qui permettra notamment l'émergence d'énergies nouvelles et une isolation plus rapide de nos bâtiments. Et derrière tout cela, il y a aussi de l'activité et de l'emploi.

C'est donc une bonne base, mais qui doit être améliorée, et il nous faudra travailler, dans les semaines qui viennent, pour faire en sorte que les choses aillent vite, car nous ne voulons pas des investissements pour 2017, nous les voulons pour 2015 ! Et nous voulons des projets concrets ! Il faut que ce plan d'investissement européen puisse financer rapidement des projets qui sont déjà prêts en France. Ce plan marque le début d'une reprise de notre activité, indispensable pour recoudre notre tissu économique et social et retrouver confiance en l'avenir. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Doucet](#)

Circonscription : Val-d'Oise (5^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2349

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 novembre 2014](#)